



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-19 – du 15 décembre au 4 janvier 2019

- Le gouvernement approuve pour 2019 la hausse du salaire minimum interprofessionnel (SMI) à 900 € mensuels et la hausse des retraites de 1,6 %.
- L'Ibex 35 perd près de 15 % de sa valeur sur l'ensemble de l'année 2018, entraîné par le secteur bancaire (-25 %).

Indicateurs macro			Marchés financiers		
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T3 2018		Cette semaine	Numéro précédent (n°18)
Croissance PIB (g.a)	+2,4 %		IBEX 35	8 737,8	8 886,1
Indice de Production Industrielle (g.a)	+0,8 %	10/18	Rendement bon à 10 ans (%)	1,515	1,407
Dette (% du PIB)	98,3 %	T3 2018	Prime de risque (pp)	1,285	1,157
Déficit public (% du PIB)	-1,2 %	T3 2018	Emploi		
Exportations (g.a)	+3,8 %	10/18	Taux de chômage (données cvs)	15,0 %	T3 2018
Importations (g.a)	+5,8 %	10/18	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+93 400	T3 2018
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,9 %	11/18			

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à **+1,2 % en glissement annuel en 2018**. Selon l'indicateur avancé de l'INE, l'inflation ralentit en décembre (+1,7 % g.a. au mois de novembre), sous l'effet de la diminution des prix des carburants.

MARCHE DU TRAVAIL

Le gouvernement approuve pour 2019 la hausse du salaire minimum interprofessionnel (SMI) à 900 € mensuels et la hausse des retraites de 1,6 %. Les deux derniers Conseils des Ministres de l'année 2018 ont approuvé *via* décret royal : (i) la hausse du SMI de 22 %, qui atteindra donc 900 € par mois sur 14 paies (ou 1 050 € sur 12 mois) à partir du 1^{er} janvier 2019 ; (ii) la revalorisation des retraites contributives de 1,6 % (et de 3 % pour les retraites minimales et non contributives¹). Ces deux initiatives se basent sur le pacte que le gouvernement avait signé avec Podemos en octobre dernier pour obtenir son soutien au projet de Budget 2019. L'Exécutif a également approuvé la hausse pour 2019 d'au moins 2,25 % du salaire des fonctionnaires².

La Sécurité sociale termine l'année avec plus de 19 millions d'actifs affiliés, pour la première fois depuis 2007. Selon le ministère du Travail, 78 541 cotisants en plus ont été enregistrés en décembre (563 965 sur l'ensemble de l'année), ce qui a élevé le nombre d'affiliés à 19,02 millions de personnes fin 2018 – du jamais vu depuis décembre 2007. Le nombre de chômeurs a, quant à lui, baissé de 50 570 personnes le mois dernier (210 484 sur l'ensemble de l'année) : un peu plus de 3,2 millions de personnes étaient inscrites aux services de l'emploi à la fin de l'année, le niveau le plus bas depuis 2008.

FINANCES PUBLIQUES

Le déficit budgétaire espagnol se réduit au T3 2018 (-1,2 % du PIB) par rapport au même trimestre de 2017 (-1,52 %). Tous les niveaux de l'Administration améliorent leur solde, à l'exception de l'Administration locale qui enregistre un excédent moins important (Cf. Tableau 1). Cette amélioration résulte d'une hausse des recettes (341,1 Md €, + 5,7 %) supérieure à la progression des dépenses (355,3 Md €, +4,2 %) sur les neuf premiers mois de l'année.

¹ Ce qui annule *de facto* les hausses annuelles de retraites de 0,25 % prévues par la réforme de 2013 *via* l'indice de revalorisation des pensions.

² Chiffre auquel pourront s'ajouter une augmentation de 0,25 % en fonction de l'évolution du PIB et une autre de 0,25 % en provenance de fonds additionnels.



Le gouvernement catalan n'aura plus recours au Fonds de liquidité autonome (FLA) à partir de janvier 2019. Le ministère des Finances a constaté que la Catalogne respectait la règle des dépenses et l'objectif de déficit, et l'a donc autorisée à se financer à travers un autre fonds exceptionnel mis en place par l'État, le « fonds de facilité financière », qui implique un contrôle moins stricte de la politique budgétaire régionale. La *Generalitat* s'est toujours montrée critique vis-à-vis des contrôles associés aux financements du FLA et considère son abandon comme un premier pas vers la reprise des émissions de dette publique régionale. La *Generalitat* a néanmoins été contrainte de financer 80,3 Md € de dette publique à travers ces mécanismes entre 2012 et 2018 et le titre de dette régional est faiblement noté par les agences (« Ba3 » selon Moody's).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

L'Espagne met en place ses nouveaux outils macroprudentiels. Le gouvernement a acté par décret royal le 14 décembre la création de l'« Autorité Macroprudentielle - Conseil de stabilité financière » (Amcesfi)³. La Banque d'Espagne, la Commission nationale des marchés de valeurs (CNMV) et la Direction Générale des Assurances et Fonds de Pension (DGSFP) disposent de nouveaux outils de supervision. La Banque d'Espagne pourra limiter la concentration sectorielle des risques, fixer des coussins de capital contracycliques et établir des seuils de financement. La CNMV pourra fixer des exigences de liquidité aux fonds d'investissement. La DGSFP aura la capacité de limiter l'exposition des entités d'assurances à un secteur (ou à une catégorie d'actifs) si elle atteint des niveaux susceptibles d'entraîner un risque systémique.

Le gouvernement prolonge de deux ans le délai pour privatiser Bankia. Le Conseil des Ministres a approuvé fin décembre cette prolongation jusque fin 2021, et ce afin de garantir le meilleur retour possible pour les fonds publics investis dans le sauvetage. Le Ministre de l'Économie a affirmé que la privatisation n'était pas envisageable au vu de la cotation actuelle.

Santander Brésil acquiert l'intégralité du groupe technologique Getnet, qui opère dans les moyens de paiement électroniques. La filiale brésilienne de Banco Santander, qui détenait 88,5 % de Getnet depuis 2014, a acquis les 11,5 % de capital détenus par des actionnaires minoritaires pour 322 M €. L'entité bancaire parie ainsi sur le marché de moyens de paiement électroniques, qui connaît un essor important au Brésil, et dans lequel Getnet détient actuellement 14 % des parts de marché.

Bankia, BBVA et Kutxabank vendront 5,26 Md € d'actifs immobiliers « toxiques » au S1 2019. Les banques espagnoles cherchent à se défaire rapidement de leurs actifs peu valorisés, hérités des restructurations bancaires. Bankia va ainsi vendre 3,07 Md € d'actifs immobiliers au fonds d'investissement Lone Star. BBVA va se défaire d'un portefeuille d'actifs toxiques de 1,5 Md €, qu'elle vendra à Voyager Investing UK Limited Partnership. De son côté, Kutxabank vendra à Bain Capital 700 M € d'actifs immobiliers risqués. Cette opération va consolider la position de Kutxabank comme entité espagnole possédant le ratio de capital CET 1 *fully loaded* (de meilleure qualité) le plus important (15,27 % au S1 2018 selon l'Autorité Bancaire Européenne).

MARCHES FINANCIERS

L'Ibex 35 perd près de 15 % de sa valeur sur l'ensemble de l'année 2018, entraîné par le secteur bancaire (-25 %). Banco Sabadell affiche la baisse la plus importante (-37 %), suivi de Bankia (34 %), BBVA (-32 %), Santander (-24 %), CaixaBank (-15 %) et Bankinter qui a mieux résisté (-8 % ; Cf. *Tableau 2*).

L'émission de dette publique espagnole est récompensée par le prix *Global Capital* de la meilleure équipe de gestionnaires d'émissions. Par ailleurs, l'évolution de la prime de risque reste favorable sur l'ensemble de l'année 2018 (+4 pp) malgré les tensions en Catalogne. Elle n'a pas subi de contagion de la dette italienne (Cf. *Tableau 3*).

SECTEUR IMMOBILIER

Le Congrès des députés approuve la nouvelle loi sur les crédits immobiliers, qui transpose une directive communautaire de 2014. Parmi les mesures phares de cette loi, on peut souligner : (i) la répartition des frais lors de la signature du crédit - les banques devront assumer tous les coûts, à l'exception de l'estimation immobilière qui reste à la charge de l'emprunteur ; (ii) l'augmentation du seuil de mensualités impayées avant l'exécution de l'hypothèque, qui passe à 12 mois si les impayés se produisent au cours de la première moitié de « vie » du crédit et à 15 mois au-delà ; (iii) une réduction des commissions d'amortissement anticipé (2 % au cours des 10 premières années et 1,5 % au-delà pour les crédits à taux fixe)⁴.

³ Cette autorité devrait être créée au cours du premier trimestre 2019.

⁴ Les commissions d'amortissement anticipé pour une hypothèque à taux variable pourront être supprimées au bout de trois ou cinq ans avec un coût maximum de 0,15 % ou 0,25 % respectivement.

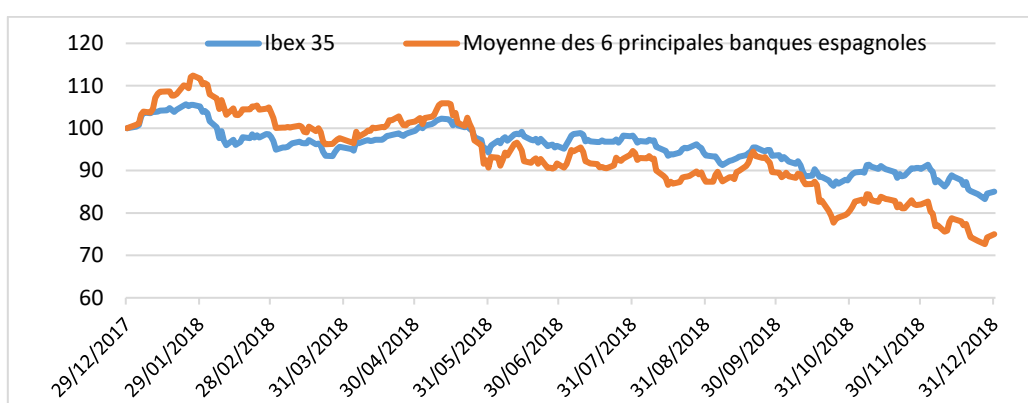


Tableau 1 – Solde budgétaire des administrations publiques (en % du PIB)

	T3 2018	T3 2017
Administration centrale	-1,22	-1,52
Communautés autonomes	0,17	0,04
Niveau local	0,36	0,47
Fonds de la Sécurité sociale	-0,48	-0,56
Ensemble des Administrations Publiques	-1,17	-1,57

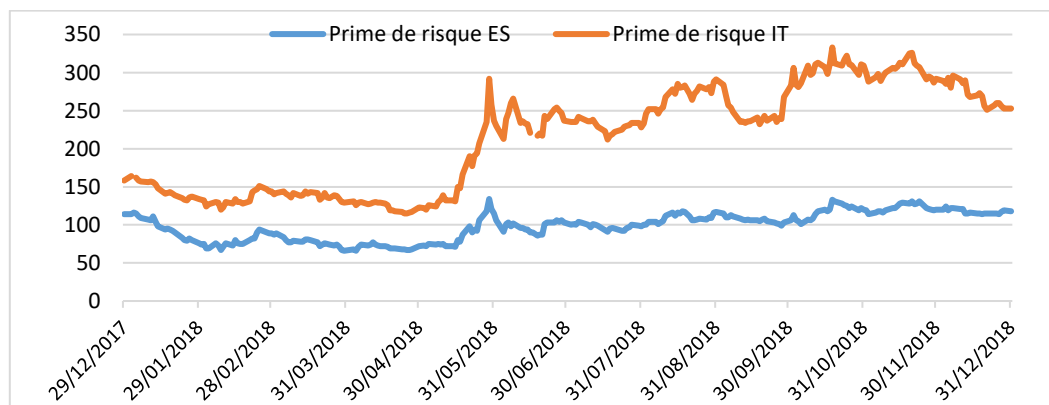
Source : Inspection Générale de l'Administration

Tableau 2 – Évolution de la cotation de l'Ibex 35 des 6 principales banques espagnoles en 2018



Source : Expansión

Tableau 3 – Évolution de la prime de risque en Espagne et en Italie en 2018



Source : Expansión

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Tiphonie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.